

Manifeste de l'Observatoire de la Finance

« Pour une finance au service du bien commun »

(version 2009)

En mars 2008, l'Observatoire de la Finance publiait le manifeste « Pour une Finance au service du Bien Commun ». Le texte qui suit constitue la seconde version de ce manifeste, enrichi de nombreux commentaires et de nombreuses remarques reçues en espace d'une année, et aussi à la lumière de l'année écoulée, qui a mis en exergue la difficulté qu'il y a à penser la crise autrement qu'en termes de simple perturbation conjoncturelle, le désarroi des acteurs tant politiques que privés et l'inadéquation des mesures purement techniques à juguler la crise.

Ce texte veut alerter les femmes et les hommes de bonne volonté sur le danger que court le trésor de la liberté économique et politique, parce que nous avons succombé à l'illusion que les « vices privés » pouvaient effectivement contribuer à des « vertus publiques ». Or, si les « vices privés » peuvent donner l'impression d'augmenter l'efficacité économique, cela se fait au prix de la destruction en profondeur de l'assise même des sociétés : la confiance, le respect et la solidarité. Il est indispensable aujourd'hui, alors qu'il est encore temps, de reprendre l'avenir entre nos mains. D'inverser le processus de financiarisation et remettre la finance au service de l'épanouissement et de la dignité humaine.

La revue « Finance & the Common Good/Bien Commun », ainsi que le site Internet de l'Observatoire de la Finance (www.obsfin.ch), sont dorénavant à disposition pour approfondir et concrétiser les idées de ce Manifeste: manifeste@obsfin.ch.

La crise actuelle est de nature systémique et donc pas seulement économique et financière. Elle puise ses racines bien au-delà de l'apparent rééquilibrage entre l'économie dite réelle et l'activité financière. La crise actuelle est la conséquence de la pression qui, année après année, a fragilisé les assises matérielles, sociales, intellectuelles et éthiques du système socio-économique basé sur la liberté politique et économique. Cette rupture systémique, si elle n'est pas rapidement et correctement identifiée, risque de discréditer l'économie de marché dont la vocation première est de promouvoir la dignité et le bonheur de la personne humaine.

Une société libre n'est jamais figée ; elle est en quête permanente et décentralisée des arrangements les mieux adaptés aux enjeux du moment. Il en va ainsi aujourd'hui. Depuis le milieu des années 1970, la place de la finance n'a cessé d'augmenter aussi bien dans l'économie que dans les représentations et aspirations des acteurs politiques, économiques et sociaux. Ce processus de montée en puissance de pratiques, de techniques mais aussi de représentations et de valeurs inspirées par la finance est qualifié de « financiarisation ». La financiarisation a transformé l'économie et la société contemporaines en les organisant autour d'une nouvelle cohérence articulée sur l'efficacité financière et sur une vision du temps linéaire spécifique à la finance. Cette cohérence s'approche avec la crise actuelle de son point de rupture ce qui expliquerait l'atmosphère de « fin de règne » ressentie par certains.

Dans cette situation il est important non seulement de poser un diagnostic, mais aussi de s'astreindre à un effort prospectif afin de baliser ainsi des pistes d'action.

Fondation de droit suisse, domiciliée à Genève où elle jouit d'un statut d'utilité publique, l'Observatoire de la Finance est gouverné par un Conseil composé de :
Yves Burrus,
Jean-Loup Dherse,
Andrew Hilton,
Paul-André Sanglard,
Anthony Travis et
Ernesto Rossi di Montelera (président).
Direction :
Paul H. Dembinski

Observatoire de la Finance

32, rue de l'Athénée
1206 Genève, Suisse
Tél.: +41 22 346 30 35
Fax: +41 22 789 14 60
www.obsfin.ch
E-mail: office@obsfin.ch

LE DIAGNOSTIC

Au terme des trente dernières années, les pays occidentaux ont massivement adossé des promesses de rentes et de retraites aux volumes d'épargne détenus durablement sous forme de liquidités financières. La viabilité à long terme de ces constructions faites de promesses dépend aujourd'hui du rendement des générations successives d'instruments financiers.

Cette évolution a progressivement soumis l'activité dite productive à une ponction croissante réclamant un volume toujours plus grand – en termes absolus et en proportion – de la valeur ajoutée au nom de la rémunération de l'épargne financière. Dans un premier temps, au travers de la doctrine de la « valeur actionariale », ce sont les grandes entreprises cotées en bourse qui ont subi cette pression. Elles l'ont repercuté ensuite dans trois directions complémentaires : leurs collaborateurs à travers le monde soumis à une gestion de plus en plus radicale découlant d'exigence de résultats en augmentation continue ; les consommateurs exposés à une pression toujours plus forte de l'innovation couplée aux techniques de marketing de plus en plus sophistiquées, et les entreprises plus petites, au Nord comme au Sud, fournisseurs ou distributeurs des grands, soumises elles aussi à une pression de performance souvent insoutenable. C'est ainsi que l'exigence de rendement, financière à l'origine, a infiltré d'abord l'ensemble de l'économie pour ensuite imprégner toute la société jusque dans la culture et la vie quotidienne. Aujourd'hui les sociétés occidentales se trouvent dans une situation paradoxale : les exigences de rendement dérivées du projet financier entravent leur présent, leur liberté et leur autonomie, y compris leur autonomie politique. Il n'en demeure pas moins que la crise actuelle rend cet « avenir radieux » fait de promesses de rendement aussi chimérique que celui proposé jadis par l'utopie communiste.

Les progrès de la logique financière ont été grandement facilités par la justification politique de la dérégulation qui les a accompagnés, ainsi que par l'expression de la rationalité financière sous forme de « lois » et autres « théorèmes » couronnés par des prix Nobel. Le rouleau compresseur de « l'éthos de l'efficacité », ainsi validé par des vérités « démontrées », a progressivement surmonté les résistances morales et éthiques. C'est dans ce contexte que doit être interprétée l'actuelle rupture systémique.

La financiarisation a débouché sur la prééminence quasi absolue de la transaction au détriment de la relation. La finance contemporaine a triomphé parce qu'elle a porté au paroxysme la quête du « gain en capital », synonyme de capture immédiate des revenus futurs actualisés, capture réalisée instantanément dans la transaction. Parallèlement, la patience, la loyauté, la durée et la confiance, piliers de la relation, se sont affaiblies avec pour conséquence une montée en puissance de la méfiance. La liquidité nécessaire aux transactions a occulté cette montée de la méfiance pendant un certain temps, mais en été 2007, la liquidité a disparu à son tour des marchés peu ou pas organisés.

L'éthos de l'efficacité a eu progressivement raison des résistances morales et s'est imposé comme le critère ultime de jugement. Or, portée à l'extrême, la préoccupation d'efficacité aboutit à des procédures internes et à des organigrammes de plus en plus affûtés répartissant les tâches et les responsabilités de manière de plus en plus stricte, au point où les collaborateurs perdent le sens et la signification de leur travail. Cette tendance est sur le point de déboucher sur une « aliénation éthique » généralisée. Les collaborateurs renoncent ou cessent de s'intéresser, de se préoccuper et de comprendre le sens et le bien-fondé de leurs activités.

L'ethos de l'efficacité émancipé de l'autorité de la morale a progressivement encouragé l'expression de plus en plus brutale de la cupidité.

Ainsi, ont augmenté les possibilités d'expression des penchants égoïstes présents dans la nature humaine. Ceci est visible notamment à travers l'asservissement fréquent des relations de confiance aux besoins des sorties intempestives d'un des partenaires. Ces transactions qui sont autant de trahisons ou de manques patentés de loyauté sont sur le point d'avoir raison du rouage essentiel à toute société libre et de l'économie de marché, à savoir la confiance interpersonnelle. Au marché libre, ancré dans un sens de responsabilité des acteurs, est sur le point de succéder un marché « cupide », qui à son tour appelle à une escalade de contrôles, de normes et de procédures tant publiques que privées. Celles-ci, tout en étant source de coûts considérables, accélèrent encore la déresponsabilisation des acteurs eux-mêmes.

LES PISTES D'ACTION

Le diagnostic qui précède indique que les valeurs fondamentales de la liberté de jugement, de la responsabilité et de la solidarité, constitutives du bien commun et sans lesquelles une société libre et humaine ne saurait subsister, sont aujourd'hui en danger. Bien au-delà de « moraliser le capitalisme », il s'agit de remettre l'activité économique à la place qui lui revient, y compris dans son rapport au politique.

Il s'agit notamment de :

Procéder à une critique – au sens positif du terme – du point de vue à la fois de la réalité, de la méthode et de la morale, des postulats sous-jacents à la Weltanschauung véhiculée par les théories économiques et financières contemporaines.

Cet examen pourrait bien aboutir à mettre en doute la prééminence dogmatique du souci de l'efficacité économique et financière et à restaurer le bien-fondé de la préoccupation éthique et de la dimension politique dans sa fonction architecturale du bien commun. Il est important que, le cas échéant, d'une part les fruits de cet examen critique soit incorporés rapidement dans les cursus de formation en économie, management et finance. D'autre part, afin de stimuler le renouvellement fondateur de la pensée économique, il est urgent que ces conclusions se traduisent par une redistribution des moyens dans les institutions de recherche et d'enseignement.

Instaurer dans tous les domaines de la vie économique et financière des incitations à la durée, de manière à freiner voire inverser la destruction des relations au nom de l'extraction du surplus par des transactions intempestives.

Il s'agit de trouver un nouvel équilibre – au sens qualitatif et quantitatif - entre relations et transactions, toutes deux étant des éléments indispensables à la vie sociale. Augmenter la « viscosité » des transactions c'est aussi privilégier la relation et l'efficacité productive par rapport à l'efficacité allocative. Ceci pourrait déboucher sur la redécouverte des externalités positives liées à des circuits courts, avec un nombre réduit d'intermédiaires. Il s'agit d'un chantier immense avec des implications dans tous les domaines : finances, fiscalité, relations salariales, environnement, développement territorial, etc.

— **Mettre en place les méthodes et les moyens permettant de nous libérer de l'emprise exclusive du rythme imposé par temps économique et financier. Il s'agit notamment de desserrer à moyen terme l'étau des promesses actuarielles et des contraintes que fait peser sur l'activité productive et sociale la rentabilité excessive du capital.** Il s'agit d'un travail qui demande du courage politique et une grande probité technique tant il est vrai que les intérêts professionnels des intermédiaires financiers peuvent se trouver en jeu.

— **Promouvoir l'assainissement et la restructuration et secteur financier** de manière à ce qu'il puisse servir l'économie et la société par ses deux fonctions centrales : la collecte de l'épargne et le financement de l'investissement productif. Cela peut impliquer une réduction significative dans la complexité de l'activité financière et déboucher sur l'examen attentif du bien-fondé économique et éthique de certaines modalités de rémunération.

— **La question de la répartition des dommages causés par la crise est pressante.** Elle doit être abordée sans a priori et sans perdre de vue les exigences de justice, notamment du souci des plus pauvres, des plus faibles et des générations futures. Dans ce souci de la répartition juste des charges, divers instruments doivent être envisagés sans a priori allant de la fiscalité à la création monétaire. La répartition des charges entre le Nord et le Sud doit être prise en considération avec une attention particulière aux complémentarités mais aussi aux interdépendances.

— **La période actuelle retentit d'appels à une régulation plus forte de l'activité économique et surtout financière.** La réduction du politique au simple rôle de veilleur de nuit a montré ses limites puisqu'elle a permis aux intérêts particuliers de prendre en otage la planète entière. Ceci étant, à l'excès de confiance dans l'absence de l'état ne devrait pas succéder l'excès inverse d'une foi naïve dans la toute puissance du politique. Le bien commun ne saurait surgir de la seule action régulatrice, il ne saurait exister sans le concours des actions quotidiennes des acteurs privés qui prennent au sérieux à la fois leurs valeurs et leurs responsabilités au cœur de la société.